

CE MONDE QUI BOUGE

Le 8 Mars des Irakiennes et... des Algériennes

Par Hassane Zerrouky

La situation des femmes irakiennes rappelle, en pire, celle de leurs sœurs algériennes. En pire, parce qu'elles bénéficiaient d'un statut sans équivalent dans le monde arabe, statut datant de 1958, époque



du régime progressiste de Abdelkarim Kassem. Un statut, qui a perdu sous Saddam Hussein jusqu'à la veille de la guerre contre l'Iran. C'est à partir de 1980, durant ce conflit, que les références islamiques ont commencé à prendre le pas sur les références socialistes et nationalistes dans le discours officiel irakien. Cette tendance s'est accentuée après l'invasion du Koweït par l'Irak, invasion suivie par les menaces d'intervention américaine. Le 14 janvier 1991, à la veille de cette intervention, le régime décide d'ajouter la mention «Allahou Akbar» sur le drapeau irakien, afin de rallier à sa cause les islamistes. Après la défaite et le retrait irakiens du Koweït, le régime de Saddam est pris d'une frénésie islamisante. Un institut Saddam Hussein d'études des sciences islamiques est créé à Baghdad. Un autre pour les études coraniques, portant également son nom, est créé à Mossoul. Des dizaines de mosquées sont édifiées dont la mosquée Saddam, jamais terminée. Sous l'aile réactionnaire du jamaï baïthiste, le dispositif juridique est amendé insistant les châtiments corporels tels les amputations et la flagellation, et ce, avant que Saddam n'y mette fin en personne en 1996. Naturellement, les femmes qui jouissaient d'un statut avancé dans la société irakienne, sans aucune comparaison dans les pays de la région, ont été les premières à faire les frais de l'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques et du revirement réactionnaire du régime de Saddam. Car, si le régime n'a pas osé abolir leur statut, il a, en pratique, ouvert la voie à sa remise en cause, du moins au sein de la société irakienne, en favorisant le retour aux pratiques archaïques tribales. Au point que le statut progressiste de l'Irakienne dépende non plus de la loi mais du bon vouloir de Saddam Hussein.

Aujourd'hui, excepté au Kurdistan, les irakiennes sont soumises à la loi islamiste. Elles ne sont plus des citoyennes à part entière. Elles sont victimes de l'arbitraire et des violences émanant des parties en conflit. Quand ce n'est pas le régime en place, ce sont les groupes islamistes qui s'attaquent à elles. Contrainte à l'exil, Houzan Mahmoud, présidente de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak (OLFI) dont de nombreuses militantes ont été assassinées, a été condamnée à mort par Ansar al-Islam. Les milices chiites proches du pouvoir ne sont pas en reste. Sabrina, jeune sunnite, qui a dénoncé le viol dont elle a été l'objet à Tel Affar par des policiers chiites, s'est réfugiée à Amman. De manière générale, les viols se sont multipliés. L'OLFI fait état de six viols par la police dans la région de Mossoul et de l'exécution par les différentes parties en guerre en Irak de plusieurs centaines de femmes, au rythme de 15 par jour ! A la morgue de Baghdad, pour le seul mois de novembre, on a comptabilisé 150 corps de femmes, violées avant d'être mutilées et exécutées. Et dans les pays voisins, l'Iran, s'est ouvert le procès de six féministes iraniennes. Leur tort : avoir manifesté contre le «code de la famille» local !

Le 8 mars, les Algériennes qui connaissent ce que l'islamisme leur a fait subir dans leur chair, en butte au code de la famille institué en 1984, et qui continuent à se battre, seules malheureusement, pour le droit à la citoyenneté et contre les discriminations machistes, sont bien placées pour mesurer ce qu'endurent les irakiennes. Bien sûr, les esprits misogynes pourront toujours arguer que ces Algériennes qui revendiquent le droit à la citoyenneté sont minoritaires dans la société. A ceux-là, il suffit de rappeler que Boudiaf et ses compagnons – ils n'étaient que huit aidés par une poignée de militants – étaient minoritaires quand ils ont décidé de déclencher la guerre de Libération nationale. L'histoire leur a finalement donné raison !

H. Z.

ON Y COMPTE AU MOINS DEUX MORTS ET DES DIZAINES DE BLESSES

Emeutes à Khenchela

L'histoire serait-elle en train de se répéter ? Le précédent de Béné-Douala, qui avait entraîné la Kabylie et plusieurs régions du pays dans une spirale infernale de violence des mois durant, vient de secouer la région de Kais dans la wilaya de Khenchela.

Des gendarmes ont une fois encore tiré sur des manifestants causant la mort d'au moins une personne et blessant plusieurs autres. Deux personnes auraient trouvé la mort et une dizaine d'autres blessées par balles suite aux violentes émeutes qui se sont déclarées hier

dans la localité de Kais à Khenchela. C'est du moins ce que nous ont déclaré des sources locales alors qu'un autre bilan, officiel celui-ci, parle d'un mort parmi les manifestants et plusieurs blessés dont des gendarmes. Ces derniers auraient ouvert le feu en direction des manifestants qui voulaient s'en prendre à leur brigade.

Les émeutiers chauffés à blanc, suite au décès d'un habitant de Kais, victime lui aussi d'une rafale de gendarmes en faction dans un barrage routier, ont pris pour cible les uniformes verts, après avoir bar-

ricadé la route nationale à l'aide de troncs d'arbre et autres pneus en flammes.

La victime que l'on identifie, selon les premiers éléments en notre possession comme, étant un contrebandier connu de la région aurait dans un premier temps, dans la nuit de mardi à mercredi, refusé d'obtempérer et tenté de forcer le barrage des gendarmes alors qu'il conduisait un véhicule suspecté de transporter des marchandises de contrebande. La riposte des gendarmes lui aurait été fatale ce qui, précisément, allait mettre le feu aux

poudres. Et c'est hier donc que la tension a atteint son paroxysme puisque des témoins oculaires affirment avoir vécu des scènes d'une rare violence.

D'un côté, les émeutiers armés de pierres et autres objets, et de l'autre, les brigades antiémeute qui ont utilisé de matraques, de bombes lacrymogènes et de balles réelles. Le drame ne tardera pas puisque plusieurs manifestants seront touchés par balles, mortelles pour au moins l'un d'entre eux.

Nous y reviendrons.

K. G.

LE REGARD DE MOHAMED BENCHICOU

soirmben@yahoo.fr

De quel côté sommes-nous ?

Il est toujours terrible, pour les esprits éclairés, ce moment soudain et impitoyable où ils découvrent ce que le bon peuple savait déjà : le pouvoir algérien est corrompu, le pouvoir algérien est incompétent, le pouvoir algérien est immoral. On le devinait déjà devant ce regain du terrorisme et l'irrésistible déclin national, signes d'une insoutenable inaptitude des dirigeants à gérer un pays trop grand pour eux. Le déluge Khalifa, incroyablement procès où l'on assiste aux aveux crapuleux des gouvernements sur leurs imaginables concussions avec l'argent sale, achève d'emporter les dernières illusions sur leur rectitude.

L'Algérie est entre les mains d'un système lubrique et décadent qui gouverne par le mensonge et la prévarication. Il ne suffit pourtant plus de le dire. D'abord parce que la basse vénalité du régime n'est un secret que pour une espèce de braves chérubins, elle-même en voie de disparition : il y a bien longtemps que la société algérienne s'est rangée à la fatalité d'être gouvernée par le stupre, l'imposture et l'escroquerie. Ensuite parce que tout cela, le cynisme, l'amoralité, la fourberie des puissants, bref tout ce qui fait le système algérien, mettra du temps à disparaître et, en tout cas, ne s'effimera pas sous l'émotion indignée des vices et la dénonciation enragée des fausses vertus.

Non, la vraie question est en nous. De quel côté sommes-nous, aujourd'hui que se décompose le système ? Du côté d'une certaine lucidité populaire, c'est-à-dire du côté, ingrat, anonyme, incertain mais sacré d'une société qui attend son heure ? Ou du côté des ors d'un Palais en quête constante de suppléments pour ses guerres infanticides et de courtisans pour ses propagandes mensongères ? Supporterions-nous le regard condescendant que poserait une société étouffée sur ses intellectuels et ses opposants mangeant la soupe froide des parains ? Sans doute n'est-il jamais facile de regarder la réalité en face tant et est vrai que la lucidité est la blessure la plus rapprochée du soleil, pour reprendre René Char. On peut aussi répliquer que la question ne se pose avec une telle gravité ou, du moins, pas pour tous. Pourtant si, à voir au moins trois conjonctions hypocritiques avec le pouvoir qui s'élaborent sous nos yeux : celle de clerics zélés, exubérants à l'idée de voir extraire Khalifa et silencieux sur l'impunité des reamins ; celle des porte-voix du mensonge sur le péril terroriste ; celle de ces partis d'opposition qui frétilent à l'idée de participer à des législatives dont ils savent qu'elles donneront un vernis démocratique au régime, dont ils savent qu'elles seront truquées et dont ils ignorent pas qu'elles seront bouées.

Nous les avons trahis

Commençons par le procès de Bliida. Dans quelques jours, la juge Brahimi va condamner des pères de famille à de lourdes peines de prison pour avoir empêché la petite monnaie de Moumen Khalifa. J'en connais la plupart, pour les avoir rencontrés en prison et je ne peux m'empêcher d'avoir une pensée émue et solidaire pour leurs familles dont l'infortune est de n'avoir pas

été du bon côté du manche. Car, et on l'a bien entendu de la bouche d'avocats émérites comme Bourayou, Brahimi ou Mokrane Ait-Larbi, les vrais escogriffes, ceux qui sont accusés d'avoir profité de leurs positions au sein de l'Etat pour puiser dans les coffres, ceux-là vont échapper à cette justice rendue au nom du peuple mais qui, dans les faits, ne fait que se rendre à la pègre en col blanc. Je ne voudrais pas refaire, ici le procès de Khalifa. Il est assez accablant pour ceux qui ont cru s'en servir et dont les noms s'affichent pitoyablement dans les prétoires. Je note seulement que certains d'entre eux, Tayeb Belaïza, Khalida Touri ou Ahmed Ouyahia, se plaisaient à justifier mon incarcération en juin 2004 par le "devoir d'une justice au-dessus de tous" au moment même où ils avaient une main sur le cœur et l'autre sur le portefeuille de Khalifa. Non, il ne s'agit pas de refaire le procès de Khalifa, mais juste de rappeler que, en dépit de précautions infinies, nous venons de vivre le premier procès public du système politique algérien depuis 1962 et que cela exigeait de nos érites intellectuelles et politiques qu'elles en fassent le sujet de ripostes et d'analyses salvatrices et fécondes. Dame, il n'est quand même pas fréquent qu'un régime corrompu soit à la barre ! Et la société attendait de nous que nous soyons les accusateurs d'un népotisme prin, enfin, la main dans le sac. Et un sac-poubelle noir de surcroît ! Là était notre rôle, accabler un régime de truands, le forcer à son propre désaveu, en arracher les premiers signes de vulnérabilité. A la place de cela, qu'avons-nous eu ? Des silences incompréhensibles, comme pour signifier que cette affaire roturière n'était pas digne de l'intérêt des élites. On sait pourtant, depuis Jean-Paul Sartre, que l'intellectuel est avant tout quelqu'un qui se mêle de ce qui ne le regarde pas. Mais on a eu pire que le silence : ces tirades rétrogrades de nos éditorialistes sur l'arrestation de Moumen Khalifa, ces sarabandes autour du totem, ces fausses «informations de première main», distillées par les mêmes honorables correspondants, sur une «imminente extradition» du milliardaire. Et puis, pour finir, et pour ceux qui auront su patienter, ces explications savantes sur le «rôle obscur» de Londres dans sa non-extradition. Dans une sordide connivence entre un corrompu, le pouvoir politique et un corrupteur, Moumen Khalifa, des âmes éclairées ont cru plus subtil de se ranger du côté du corrompu. Par patriotisme, par surenchère jésuitique ou, allez savoir, par science du racolage. On s'évite ainsi d'accabler un régime dont c'était le premier procès public. Mais on passe surtout à côté d'un épisode extraordinaire de cette mafia politico-financière si décriée et dont un des visages apparaissait enfin, une affaire d'Etat sur laquelle il était de notre devoir de nous arrêter. Inonder de quolibets le corrupteur, c'est sans doute soulageant. Faire preuve de la même rage nationaliste pour enquêter sur les vrais reculeurs, c'eût été encore mieux. Ne serait-ce que pour donner raison à Noam Chmsky pour qui les intellectuels ont besoin de justifier leur existence. Et puis, ce qui ne gâche rien, à faire notre métier, on

passerait de prédateur à journaliste. On découvrirait par exemple des noms illustres parmi les pensionnaires du Hollywood Inn de la place de la République à Paris (métro République) hébergés avec l'argent de Khalifa. Ou que, escroc rimant avec crocs, nos dirigeants en ont de bien grands. On ne se grandit pas à défendre le corrompu en oubliant qu'il n'est victime que de sa propre corruption ! Tout dire ou se taire. "Pourquoi la Grande-Bretagne n'a-t-elle pas procédé à l'arrestation provisoire de Khalifa comme le prévoit pourtant l'article 8 du traité signé avec l'Algérie ?" s'est demandé, avec force indignation, le porte-parole de l'Association algérienne de lutte contre la corruption, qui est pourtant un esprit avisé. Mais alors comment pouvait-il, en militant anticorruption, s'abandonner à un réquisitoire sélectif et se dispenser de la seconde moitié de la question : pourquoi l'Algérie n'a-t-elle pas procédé à l'arrestation provisoire des personnalités citées en audience comme le prévoit sa propre loi, comme le dicte sa propre justice, comme l'y oblige la morale ? Je sais que chacun a ses raisons de dissimuler une partie de la vérité ou même de prendre partie pour les hommes du régime. Mais ceci n'est pas une bataille de polémistes, c'est une injustice majeure : ces pères de famille que la juge Brahimi va condamner à de lourdes peines de prison à la place des notables dont vous laissez les noms, ces hommes que vous réduisez à de la chair à canon dans une bataille mafieuse, ces hommes je les ai côtoyés. Leurs enfants ressemblent aux nôtres, et les larmes de leurs mères sont aussi amères que celles de nos mères.

Et dans cette affaire, nous aurons été nombreux à les avoir trahis.

Les complices du silence officiel

Ah, si le péril terroriste était aussi amusant qu'il ne l'est dans la bouche de Yazid Zerhouni. Nous serions sans doute aussi nombreux à mourir, mais de rire. Hélas pour nous, et même en reconnaissant au ministre de l'Intérieur les louables efforts qu'il déploie pour être digne de sa réputation de gafeur, "GSPC, Al-Qaïda ou Kaddour ben Ali", ce n'est pas pareil. Il y a une mutation terroriste indéniable en Algérie depuis la création d'Al-Qaïda Maghreb. La puissance de feu n'est plus la même, les cibles sont différentes, l'audace plus incontestable, la stratégie plus déterminée. Cette réalité que le ministre Yazid Zerhouni est chargé de cacher aux Algériens est aujourd'hui l'un des soucis majeurs des décideurs militaires. La preuve qu'Alger est en danger est que le dispositif policier dans la capitale va être renforcé en 2007 par 5 000 hommes supplémentaires et peut-être même plus. L'autre indice alarmant est la reprise, après l'attentat de Takhoukht contre une patrouille de la brigade de gendarmerie, des bombardements par l'ANP des massifs forestiers pouvant abriter des terroristes, une riposte abandonnée depuis bien longtemps par nos militaires.

Le rôle de tout régime politique est de minimiser l'ampleur d'une tragédie qui pourrait menacer son



pouvoir et mesurer son incompétence. C'est ce qu'entend de faire, avec un bonheur aléatoire, le ministre Zerhouni. Pour lui, les derniers attentats spectaculaires sont le fait de "groupes terroristes qui cherchent à faire un acte de portée publicitaire". N'épilogons pas sur la légèreté des propos dans un contexte aussi dramatique où il est quand même question de morts parmi les forces de sécurité. Le ministre a beaucoup à gagner à cacher sur la gravité de la situation, à commencer par la responsabilité de la politique de "réconciliation nationale" dans le regain du terrorisme : elle l'a alimenté en hommes et en argent.

Mais alors si le rôle du pouvoir est de dissimuler, de nuancer, de tromper, quel doit être le nôtre, journalistes ou, pour les plus érudits d'entre nous, intellectuels ? Je n'en vois qu'un seul : se démarquer du pouvoir et dire la vérité aux Algériens, non pour les inquiéter mais pour les aider à affronter la situation. Se démarquer du pouvoir ou, tout au moins, se refuser à en être le porte-voix, comme ce fut le cas pour certains d'entre nous dans l'affaire Khalifa. C'est la posture assez risquée que choisissent ceux qui, parmi les observateurs et parmi nos confrères, s'en prennent à Al Jazeera pour ses reportages fréquents sur les attentats terroristes en Algérie. La chaîne qatarienne est accusée rien moins, par un commentateur, que de vouloir régler des comptes "avec l'Algérie, son peuple et ses dirigeants" ! J'ignore si ces accusations reposent sur autre chose que des réminiscences classiques, mais je crains fort que tout ce qu'on reproche à Al Jazeera est de ne pas se faire complice du silence officiel sur l'activité d'Al-Qaïda en Algérie. C'est à dire de faire son travail d'information. Car enfin, s'il y a des reportages répétés sur Al-Qaïda Maghreb c'est parce que l'événement le dicte et que nos confrères qatariens ont fait le choix de s'y coller. Abdou B. a raison de signaler que "cette chaîne est une des plus performantes en matière d'information, avec beaucoup de talent et de professionnalisme". Ce qui prouve bien qu'on n'est pas tous obligés de rire des boutades de Yazid Zerhouni. Et que ce n'est pas Al Jazeera qu'il faut éradiquer, mais le terrorisme d'Al-Qaïda.

Je voulais terminer sur la prochaine supercherie électorale du 17 mai prochain, mais le compteur m'indique que j'ai débordé sur l'espace qui m'est imparti. Ce sera pour la semaine prochaine.

M. B.